

nouvelle . caledonie



UNE SITUATION COLONIALE

Que les colons y soient arrivés de leur plein gré ou non (bagnards, déportés politiques (1)) ne change rien au fait qu'ils ont pris possession d'une terre qui ne leur appartenait pas, et que l'impérialisme français y a développé avec eux une économie typiquement d'exploitation coloniale qui se résume comme toujours ainsi :

- expropriation des autochtones de leurs terres (2 000 propriétaires européens possèdent plus de 300 000 hectares, les terres de plaine les plus riches, 60 000 kanaks sont parqués sur 160 000 hectares de réserves montagneuses et difficilement cultivables).
- exploitation forcenée et sauvage des matières premières (ici le nickel dont la Nouvelle Calédonie détient 1/4 des réserves mondiales) grâce à la main-d'œuvre locale sur-exploitée (le Code du Travail Français, par exemple, qui n'a pourtant rien de prolétarien, ne s'applique - en théorie - en Nouvelle-Calédonie que depuis Mai 82, et encore pas entièrement).
- développement de la dépendance à l'égard de l'extérieur par la ruine des ressources locales, l'hégémonie de quelques sociétés d'import-export. Ainsi sur les terres agricoles calédoniennes, les troupeaux de bovins

(1) Mais ceux-ci ont souvent fait un travail positif avec les kanaks, telle Louise Michel.

Mais en Nouvelle Calédonie, ce qui distingue particulièrement Louise Michel, c'est son attitude envers les Canaques qu'elle cherche à rencontrer dès le début, se heurtant à l'incompréhension de ses camarades de déportation qui considèrent les indigènes comme des «sauvages cannibales». Elle apprend les rudiments de leur langue et réussit à se faire admettre parmi eux. Aussi, en 1878, lorsqu'éclate la Grande révolte des Canaques (7), Louise sera la seule à les aider : en leur conseillant entre autre de couper tous les fils télégraphiques de l'île, en écrivant en France des lettres, des articles pour alerter l'opinion sur le massacre effroyable des révoltés par l'armée française qui ratisse l'île, incendiant la brousse et rasant les villages, aidée parfois en cela par d'anciens communards. L'écharpe rouge de la Commune que Louise avait pieusement réussi à conserver, elle la déchirera en trois un soir de tempête pour l'offrir à ses frères canaques défaits, venus lui dire adieu avant de s'enfuir dans leurs pirogues.

EXTRAIT DU " PEUPLE FRANCAIS "

BARRAGE KANAK ET BARRAGE ANTI-INDÉPENDANTISTE

vaquent en liberté sur des dizaines de milliers d'hectares (ça ne demande ainsi pas trop de travail aux fermiers blancs, ni trop d'investissement) tandis que les cultures et les paysans ont été chassés. Les firmes d'import-export (les familles Lafleur, le député, Larocque, le maire, et quelques autres) exportent le nickel et importent les produits agro-alimentaires (2). Les Kanaks n'ont plus rien.

- existence d'une administration parasitaire et pléthorique pour maintenir l'ordre français. Blancs pour la plupart qui viennent se bronzer quelques années sous les palmiers tout en amassant du fric à gogo. L'agriculture représente 3 % du produit national de la Nouvelle Calédonie, mais l'administration 27 % (3). Pensez bien que ces parasites ne sont pas pour l'indépendance. On peut lire dans le Nouvel Economiste du 11/1/85 qu'ils gagnent 1,90 fois leur salaire français, plus 14 mois de salaire en prime par séjour de 3 ans (majorée de 10 % pour l'épouse et de 5 % par enfant). Prenez un fonctionnaire

(2) Un rapport gouvernemental explique (Plan) : " Les importateurs peuvent sur les marchés isolés et sans concurrence s'assurer des marges bénéficiaires d'une importance considérable " (Le Nouvel Economiste, 11.1.85).

(3)

La bourgeoisie française parle volontiers des sommes qu'elle " donne " pour " aider " la Nouvelle Calédonie. " En 1979, les 3/4 des subventions injectées par l'Etat français dans l'économie locale sont allés directement aux traitements des fonctionnaires blancs installés en Nouvelle Calédonie " (Dossier LCR). Lesquels fonctionnaires n'investissent même pas ni ne dépensent tout cet argent sur place, mais l'expédient immédiatement le faire fructifier en Europe (Paris, Monaco, Suisse, etc...) selon les aveux du gouvernement lui-même.

moyen, genre sous-off de police, marié, 2 enfants qui gagne quelque 7 000 F./mois en Métropole, il se retrouve avec 20 000 F./mois sur la place de Nouméa. Il ne faut pas lui reprocher de ne pas aimer le FLNKS et de crier Vive la France.

Tout ceci, bien sûr, à l'échelle d'un petit pays de 150 000 habitants.

UN PLAN NEO-COLONIALISTE

Le Plan Pisani où comment coloniser autrement. Il y a quelques mois le PC-PS votait " le statut Lemoine " pour la Nouvelle Calédonie. Quelques jours de soulèvement kanak ont suffi à obliger la gauche à en chercher un autre. Arrive Pisani. En vieux gaulle rompu aux roueries de la décolonisation de façade, il ressort des tiroirs " l'indépendance dans la dépendance ". Opération classique qui consiste à accorder les aspects extérieurs de l'indépendance, sans le contenu. Selon Pisani, les kanaks auraient droit au drapeau, à l'ONU, à différents postes honorifiques, mais la défense et la police resteraient à la France (en 1976, sur 1 200 policiers et militaires - aujourd'hui 5 000 - 80 étaient mélanésiens). Ils auraient la propriété de la terre, mais l'exploitation du sol et du sous-sol resterait aux européens qui seuls ont les capitaux et le savoir-faire. Il y aurait une nationalité kanaque, mais les français resteraient " résidents privilégiés " avec " le droit plein et entier de commercer, d'entreprendre ou de faire partie de la fonction publique ". Et pour faire bonne mesure, la région de Nouméa, où sont concentrés les plus importants capitaux, aurait un statut particulier sous forme de location de longue durée à la France (une sorte de Hong-Kong) afin que cette partition territoriale permette aux français de continuer à administrer directement cette région. Donc une nation kanak avec les colons pour maître des principaux rouages économiques et militaires.

Bref, le plan Pisani n'est, à l'évidence, qu'une tentative qui se veut habile pour maintenir l'essentiel des intérêts de l'impérialisme français en Nouvelle Calédonie. Comme il

le dit lui-même, en vendant la mèche : " Il n'y a pas de présence française durable, paisible et utile dans la région du Pacifique Sud, sans l'accord de tous ".

Mais voilà que " l'accord de tous " semble décidément faire défaut. Le plan est habile en apparence. Mais la réalité est que les colons ont toujours été plus brutaux que rusés, trop persuadés que les kanaks sont des êtres inférieurs qui n'ont qu'à remonter dans les arbres d'où ils n'auraient jamais dû descendre et dont la sauvagerie et l'ingratitude ne méritent que la trique. Trop habile pour ces imbéciles qui n'ont jamais rien appris, Pisani ne l'est pas assez pour faire prendre aux kanaks des cacahuètes pour des noix de coco.

La réalité de l'exploitation, de la domination, de la force s'impose. Et de même que le gouvernement de gauche avait autrefois procédé à l'arrestation de Ben Bella et de ses compagnons en croyant couper la tête de la lutte algérienne, de même aujourd'hui il a ordonné, ou cautionné, peu importe, l'assassinat d'Eloi Machoro et Marcel Monaro (sans parler de celui d'Yves Tual, probablement une provocation des colons).

La gauche a toujours promis la décolonisation. Et une fois au pouvoir elle a toujours pratiqué la répression coloniale. Le PC semble plus appuyer le FLNKS que le PS, mais comme autrefois en Algérie il se contentait du vague mot d'ordre " paix en Algérie " sans soutenir vraiment le FLN, ni les déserteurs français, ni les " porteurs de valise ", il se contente aujourd'hui d'un vague soutien verbal - aux kanaks sans rien de concret. C'est que la gauche, comme toujours, de même qu'elle s'imagine pouvoir faire un " bon " capitalisme pense qu'elle peut organiser un " bon " impérialisme. Elle s'imagine diriger les événements, contrôler les lois économiques, et c'est l'inverse qui se produit : elle n'est que, au mieux, le jouet du capitalisme, au pire son complice. Exemple significatif : Pisani donne l'ordre aux gendarmes d'un tir de " neutralisation " contre Machoro et c'est un assassinat. Et Pisani n'y peut rien - le voudrait-il - car il prêche " la paix " mais il doit s'appuyer sur la force armée du capitalisme, il est à la merci de l'appareil d'Etat bourgeois parce que la gauche a choisi cet appareil contre le peuple. Le meilleur jockey ne fera jamais d'un âne un cheval de course. Personne ne fera jamais des forces militaires bourgeoises des moyens du progrès et de la paix.

LE DROIT ET LA FORCE

Les Kanaks ont réclamé le droit à l'indépendance et le moyen d'y parvenir : le droit de vote pour les seuls Kanaks. Cela a fait rugir de haine les impérialistes de toujours de droite comme de gauche. Eux qui refusent, en France, d'accorder le droit de vote à des travailleurs qui les engraisent de leur sueur depuis des années, sous prétexte qu'ils sont immigrés, exigent en Nouvelle Calédonie le droit de vote pour des parasites qui y résident

depuis trois ans.

Plus généralement, ils suffoquent à l'idée d'un " droit inégal " qui donnerait aux exploités quelques moyens de torde l'inégale réalité dans l'autre sens. Même un progressiste comme l'avocat Denis Langlois, se précipite pour écrire dans le Monde (19.12.84) que cette revendication : " lui fai froid dans le dos " (...) " le fait d'avoir été victimes d'injustices graves - c'est le cas du peuple Kanak - ne donne aucunement le droit d'être injust à son tour " (...) " Tous ceux qui sont nés en Nouvelle Calédonie... ont le mêmes droits à y vivre, à condition bien sûr de respecter les règles d'égalité et de justice... que le colonialisme n'a jamais respectées ".

Mes respects pour Maître Langlois mais son point de vue est ici celui d'un juriste borné. Les Kanaks ont tout à fait raison d'exiger un droit inégal pour corriger une situation inégale. Car justement, la seule façon de faire respecter " les règles d'égalité et de justice ", c'est de les établir dans les faits. Exproprier ceux qui ont pris possession, éduquer ceux qui ont été enfermés dans l'ignorance, donner des armes à ceux qui n'ont pas d'arme, exclure du pouvoir ceux qui ne peuvent l'exercer que pour s'enrichir, pour exploiter, etc... La lutte de classes n'est pas un dîner de gala. Tous les coups y sont permis. Le " fair play " des " droits de l'homme " n'y a jamais cours. Face à un ennemi imaginaire et puissamment armé, l'exploité ne dira pas " tirez les premiers messieurs les colons " (ils le font d'ailleurs de toute façon (4)), mais les frappera dans le dos s'il le peut. Toutes les révolutions ont exclu les exploités du droit de vote, et de bien d'autres droits plus importants encore, et la Commune de Paris a payé de 70 000 morts le fait d'avoir été respectueuse du " droit égal ". Quant à l'art de la guérilla il est de savoir attaquer à 10 contre 1 et se cacher dans le cas inverse.

Aujourd'hui le " droit égal " ne profite qu'à l'impérialisme. La

RÉSIDENT PRIVILÉGIÉ ?
Moi, JE VOIS PAS
CE QUE JE PEUX AVOIR
DE PLUS COMME
PRIVILÈGES !



révolution c'est, pour une classe, prendre le pouvoir politique pour imposer un autre système économique et social par la force et l'inégalité.

Eloi Machoro n'a pas eu droit au droit égal. Pas plus que son prédécesseur, le leader indépendantiste Pierre Declercq, assassiné le 19 Septembre 1981. Leurs assassins n'ont d'ailleurs jamais été retrouvés par le pouvoir PC-PS. Comme l'écrit le plume du Monde envoyé en Nouvelle Calédonie, quel autre droit peut-il être réservé à ceux qui s'opposent à l'impérialisme français que de mourir ? " L'ancien instituteur devenu chef de guerre était ébloui par l'image de sa mort. Depuis l'occupation de Thio, emporté par son destin soudain emballé, il courait au devant de cette mort devenue inévitable. Le maître de Thio avait soulevé trop de haines et trop de Caldoches et de gendarmes rêvaient de le tenir au bout de leur fusil à lunette. " Ebloui ", " destin ", " il courait au devant "... un vrai suicide quoi ! Pas question de droit en tout cas, mais de haine.

De toute cette expérience, il ressort certainement une chose : les Kanaks auront appris en plus grand nombre qu'avant qu'au pays du " droit égal " seul compte, en définitive, la force. Élémentaire mon cher Watson.



Exemple de cohabitation pacifique des deux communautés : un fermier caldoche et ses employés canaques Francoeur/Gaunier

Légende qui illustre bien ce que les colons entendent par "bons" canaques !

UNE LONGUE MARCHÉ

Les Kanaks sont peu nombreux (quelque 60 000), c'est vrai. Ils ne pourront donc changer profondément leur sort sans de vastes bouleversements dans toute la région. Mais ils peuvent y contribuer et, ce faisant, améliorer leur situation tout en préparant cet avenir. L'indépendance n'est certainement pas la panacée pour un si petit pays, face à un monde dominé par le marché capitaliste et ses lois. Mais elle peut être une étape pour faire mûrir le peuple Kanak, briser les restes du poids tribal, le sortir des réserves où il est tenu, élever son niveau de civilisation et de culture.

Déjà, par sa lutte actuelle, il a commencé à vider les campagnes des blancs : en décimant les troupeaux qui occupent la terre kanaque et l'empêche de nourrir son peuple, en incendiant les fermes isolées, il peut forcer les blancs à se réfugier à Nouméa et même à l'exil. La plupart d'entre eux ne sont là que pour une vie facile et quitteront le pays plus vite découragés que les Kanaks.

L'activité minière, comme le montre les sabotages récents à Thio, peut aussi être entravée. Bref, les Kanaks peuvent porter des coups très durs à l'économie coloniale, justement parce qu'il s'agit d'une économie fragile. A la longue, avec beaucoup de travail politique et de patience, les Kanaks pourront regrouper autour d'eux ceux que l'économie coloniale en perdition laissera pour compte. Ils pourront former une majorité populaire contre les colons.

Déjà le journal local "les Nouvelles Calédoniennes" est rempli d'annonces du genre : "urgent, cause départ, vend voiture, etc..." d'après le Point (31.12.84) qui ajoute : "A Nouméa, les commerces ne font plus que la moitié de leur chiffre d'affaires. Dans le secteur du bâtiment, 90 % des commandes ont été annulées, le tourisme est en chute libre, etc... etc...". Les rats commencent à quitter le navire. Ce n'est pas fini.

Tout ce que fait le gouvernement français est fait pour le seul profit de l'impérialisme français et nous le combattons. Tout ce que fait le peuple kanak est pour faire progresser sa dignité, son existence, et nous lui reconnaissons entièrement le droit de le faire :

- Dehors les troupes et la police françaises
- Droit du peuple kanak à l'indépendance
- Droit du peuple kanak à récupérer sans indemnité sa terre et toutes les richesses de Nouvelle Calédonie.

C. Paveigne

DEMOGRAPHIE ET POLITIQUE

Un des grands arguments de la bourgeoisie est que les canaques seraient aujourd'hui minoritaires dans leur propre pays. Et pour cause :

La France prend officiellement possession de la Nouvelle Calédonie en 1853. Il y a alors 60 000 canaques, un peu plus qu'aujourd'hui. C'est dire le traitement qu'ils ont subi sous le règne "civilisateur" français.

Les missionnaires furent, comme dans toute l'histoire coloniale, en première ligne, appelant l'armée à la rescousse quand la parole de Dieu ne suffisait pas à convaincre les populations locales. Dès 1878, les Maristes ont exproprié en toute fraternité chrétienne 40000 hectares des meilleures terres canaques. Puis les colons développent l'élevage bovin extensif qui ruine l'agriculture vivrière traditionnelle (culture de l'igname) : 1 000 têtes en 1859, 80 000 en 1879. Les canaques, parqués dans les réserves, meurent de faim ou souffrent de sous-nutrition. La répression coloniale contre les nombreuses révoltes canaques qui ne manquent d'exploser par dizaines fera le reste.

Une des principales de ces révoltes a lieu en 1878-79, quand, pour la première fois, quelques tribus se groupent un temps derrière un chef unique, Atai. La répression sera à la hauteur de la panique ainsi créée chez les colons. Une grande campagne de presse réclame l'anéantissement du peuple canaque. Des exhortations du genre : " Ces misérables races, rebut de l'espèce humaine, incapables d'aucun progrès, sont appelées à disparaître " (Journal de Roven, 1878), " Les tribus qui sont restées tranquilles ne valent pas mieux que celles dont depuis trois semaines on brûle les villages. Les secondes doivent disparaître entièrement " (La Nouvelle Calédonie), fleurissent partout. Et sont suivies d'effet : de 1878 à 1889, la population canaque tombe de 60 000 à 25 000 hommes. Puis 16 000 en 1926. Les soulèvements canaques, armés seulement d'armes blanches, et désunis dureront en effet jusqu'en 1917.

Et reprennent aujourd'hui.



ELOI MACHORO
Assassiné par
l'ordre colonial français

" CE QU'EN PENSENT LES HEROS DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA LIBERTE "

Thierry Desjardins

« Quarante mille Blancs et cent mille autres Français à la merci d'une poignée de sauvages... » « Les premières victimes sont même retenues en otage, c'est tout juste si les Canaques ne font pas déjà chauffer la marmite... » (Figaro 29-11-1984).

« Il y a trois Canaques, noirs comme du cirage, et de nombreux méfis très foncés... » Citant un colon : « Il y avait des sauvages qui rôdaient par ici. Ils dansaient autour de nos maisons en agitant des coupe-coupe. »... (Figaro 30-11-1984).

« J'avoue que j'ai été un tout petit peu déçu. J'imaginai une grande case, des plumes, des colliers de coquillages, bref un peu de folklore... » (Figaro 4-12-1984).

Max Clos

« Une cinquantaine de grands Noirs échevelés... » « Pas vraiment sympathiques. On aurait cru un film d'horreur sur l'âge de pierre », « et ces rebelles au regard méchant, aux yeux injectés de sang, peut-être un peu ivres d'alcool, s'approchaient. » (Figaro 29-11-1984).

Philippe Marcovici

« Et tandis qu'Eloi Machoro et ses muchachos de pacotille se pavant dans la petite cité minière... » (Quotidien de Paris 28-12-84).

Pierre Bas

(député, maire RPR du 6^e)

« Que des populations peu évoluées brandissent le mot socialiste comme un bouclier d'écorce est simplement triste, que des hommes politiques ayant une longue carrière derrière eux, puissent, par solidarité totemique, couvrir leurs agitations et leurs rêves est pénible. » (Quotidien de Paris 9-1-85).

Dominique Jamet

Commentant la visite de Tjibaou en France : « Non seulement il se prétend chef du gouvernement d'un Etat qui n'existe pas, mais il prétend s'imposer par la violence à la tête de bandes armées déjà coupables de meurtres, de viols et de pillages. Du temps de Clemenceau, six balles auraient suffi pour ce demi-prêtre. » (Quotidien de Paris 24-1-1985).

- (4) Tous les médias présentent les Kanaks comme des assassins, le couteau entre les dents, il faut quand même rappeler qu'à ce jour les morts sont les dix kanaks que les colons ont exécuté à Hienghène dans la pire sauvagerie, Machoro

et Monaro. Tous des kanaks, plus Y. Tual, presque certainement tué sur ordre des colons d'extrême-droite en vue de surexciter les blancs contre le plan Pisani.